

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES
SUR L'ENVIRONNEMENT

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

Secrétariat et direction générale de
l'administration et des communications

Avril 2018

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES
SUR L'ENVIRONNEMENT

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Secrétariat et direction générale de
l'administration et des communications

Mars 2018

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

*Demandes de renseignements généraux de l'Opposition officielle
ainsi que celles du 2^e groupe d'opposition*

Réponses du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE)

1.	Voyages hors Québec	
2.	Voyages en avion Conseil des ministres et cabinets	
3.	Publicité, articles promotionnels et commandites	
4.	Conférences de presse, évènements	
5.	Formation en communication	
6.	Formation en communication - Personnel politique	s / o
7.	Contrats	
8.	Autorisation Article 17, <i>Loi sur les contrats</i>	
9.	Appels d'offres publics	
10.	Contrats cabinet	s / o
11.	Consultants externes	
12.	Développements informatiques > 100 000 \$	
13.	Dépenses diverses	
14.	Téléphonie, ordinateurs portables et tablettes électroniques	
15 a)	Minorités visibles 35 ans et +	
15 b)	Minorités visibles - de 35 ans	
15 c)	Jours de maladie	
15 d)	Réserve de maladie	
15 e)	Heures supplémentaires	
15 f)	Jours de vacances	
15 g)	Réserve de jours de vacances	
15 h)	Plaintes harcèlements psychologique	
15 i)	Personnel double rémunération	
15 j)	Effectifs par catégories d'emploi et par territoire	
15 k)	Effectifs complexité	
15 l)	Effectifs traitement supérieur	
15 m)	Postes par catégorie d'emploi	
15 n)	Effectifs 5 prochains exercices	SCT
15 o)	Nombre employés permanents et temporaires	SCT
15 p)	Départs volontaires	SCT
15 q)	Postes abolis par ministère	

15 r)	Effectif autorisé Loi 15	SCT
16 a)	Départ à la retraite	
16 b)	Remplacement selon PGRH	
16 c)	Départs à la retraite prévus	
16 d)	Retraités à contrat	
17.	Baux	
18.	Aménagement SCT, Cabinet	
19.	Membres du Cabinet	s / o
20.	Budget discrétionnaire	s / o
21.	Personnel hors structure	
22.	Personnel en disponibilité	SCT
23.	Occasionnels mis à pied	SCT
24.	Postes abolis par catégorie bureaux régionaux	
25.	Effectifs par catégorie d'emploi bureaux régionaux	Réponse à 15J
26.	Personnel rémunéré M/O affecté ailleurs	
27.	Abonnements	
28.	Billets de saison, loges, club privé	
29.	Site Internet	
30.	Nominations négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs	
31.	Visites ministérielles et sous ministérielles	s / o
32.	Demandes d'accès à l'information	RAG
33.	Adjointes parlementaires	s / o
34.	Entités administratives créées, fusionnées, scindées, abolies	SCT
35.	Ententes gouvernement fédéral et provinces	SQRC
36.	Crédits périmés et gel de crédits	SCT
37.	Revenus autonomes et tarification	RAG
38.	Plan de réduction	SCT
39.	Transferts du gouvernement fédéral	
40.	Primes au rendement et des bonis	
41.	Primes de départ, allocation de transition	
42.	Augmentations de salaire	SCT
43.	Salaires versés sans fonction ou tâche assignée	

44.	Déplacés de leur fonction suite aux changements de gouvernement	CE
45.	Comités formés par le Conseil exécutif et les MO	
46.	Ententes de confidentialité - projets de loi, des politiques, des stratégies, etc.	
47.	Reconduction des programmes existants	SCT
48.	Cran d'arrêt	SCT
49.	Initiatives ou majoration programmes existants	SCT
50.	ETC Plan Nord	SPN
51.	Budget Plan Nord	SPN
52.	ETC Stratégie maritime	SISM
53.	Budget Stratégie maritime	SISM
54.	Programmes financés par le Fonds vert	MDDELCC
55.	Programmes financés par le Fonds des ressources naturelles	MERN
56.	Programmes financés par le Fonds du Plan Nord	SPN
57.	Contrats service juridique	MJ
58.	Autorisation Article 17, <i>Loi sur les contrats - délégation</i>	
59.	Dépenses en informatique et employés attirés aux dossiers informatiques	
60 a)	Masse salariale	SCT
60 b)	Indemnités de retraite	
61.	Taux d'absentéisme	SCT
62.	Bilan des compressions budgétaires	SCT
63.	Développement durable	RAG
64.	Liste de tous les rapports, études, avis, analyses, enquêtes	
65.	Cotisations à des associations	
66.	Ressources affectées en évaluation des programmes	SCT
67.	Rencontres diverses	MRIF

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2017-2018 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour ;
- b) la copie des programmes et rapports de mission ;
- c) les personnes rencontrées ;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.) ;
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission ;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants ;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant ;
 - les détails de ces ententes ;
 - les résultats obtenus à ce jour ;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.
- i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.

IDENTIFICATION	DESCRIPTION			COÛT
FONCTION	Endroit	DATE	BUT DU VOYAGE	
Pierre Baril Président de l'organisme	Ottawa (Ontario)	5 avril 2017	Réunion du Conseil d'administration du MEOPAR (Marine Environmental Observation Prediction and Response Network) dont fait partie Monsieur Pierre Baril. Le MEOPAR est formé d'une équipe de chercheurs canadiens, laquelle aborde les questions environnementales liées au milieu marin dans les régions côtières. Les membres se réunissent pour échanger, initier et coordonner sur les éventuels travaux de recherche. L'objectif du MEOPAR est d'établir de nouveaux partenariats afin d'évaluer et de prédire les risques relatifs aux milieux marins et d'y réagir et par conséquent, réduire les pertes économiques, les difficultés pour la société et la dégradation de l'environnement.	Tous les coûts ont été assumés par le MEOPAR

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

IDENTIFICATION		DESCRIPTION		COÛT
FONCTION	Endroit	DATE	BUT DU VOYAGE	
Louis-Gilles Francoeur Vice-président	Ottawa (Ontario)	Départ : 3 oct. 2017 Départ : 5 oct. 2017	Le projet Positive Energy a tenu ses troisièmes assises à Ottawa sur le thème <i>Comment décider en matière d'énergie</i> : implantation, information et capacité d'agir : qu'est-ce qu'il faut. Il s'agit d'un colloque de haut niveau, regroupant des représentants des plus importantes institutions provinciales et fédérales ainsi que des grands producteurs et distributeurs privés, qui constitue la troisième étape d'une initiative visant à faire le point sur les difficultés que rencontrent les grands projets énergétiques à travers le pays et les pistes de solution pour réconcilier les intérêts divergents de toutes les parties prenantes et des niveaux décisionnels (fédéral, provincial, municipale et autochtone) pour réconcilier les besoins des acteurs de base sans perdre de vue l'intérêt général. Notre vice-président a été invité en raison notamment de son expérience comme journaliste attitré à l'environnement pendant 30 ans et comme président de commission d'enquête ayant géré des enjeux énergétiques pour expliquer comment le BAPE traite ce type d'enjeux, quelles difficultés particulières il faut alors gérer et de quelle manière l'organisme y arrive. Ce colloque réunissait notamment, à titre de conférenciers, des représentants d'Hydro-Québec, de Gaz Métro, du Grand Conseil des cris, de la Commission canadienne de sécurité nucléaire, de Ressources naturelles Canada, du Nova Scotia Utility and Review Board ainsi que des professionnels et universitaires impliqués dans les enjeux énergétiques. La conférence ainsi que le projet de recherche interdisciplinaire de trois ans, dans lequel elle s'inscrit, sont une initiative de l'Université d'Ottawa.	589,73 \$
Total :				589,73 \$

Les renseignements concernant les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 18)* lorsque des coûts sont assumés par l'organisation. <http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/mind/transparence.html>

QUESTION GÉNÉRALE N° 2

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2017-2018 :

- a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour ;
- b) les coûts ventilés ;
- c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc. ;
- d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

IDENTIFICATION		DESCRIPTION			COÛT
NOM	FONCTION	ITINÉRAIRE	DATE	BUT DU VOYAGE	
Pierre Baril	Président			Aucun déplacement en avion ou hélicoptère au Québec pour le dirigeant du BAPE	0,00 \$
Philippe Bourke	Président			Aucun déplacement en avion ou hélicoptère au Québec pour le dirigeant du BAPE	0,00 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 17). <http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/mind/transparence.html>

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2017-2018, et les prévisions pour 2018-2019 ;
- b) les noms des firmes de publicité retenues ;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ;
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes ;
- e) le but visé par chaque dépense ;
- f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire ;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

AVIS PUBLICS POUR LES ENQUÊTE ET AUDIENCE PUBLIQUE, ENQUÊTE AVEC MÉDIATION ET CONSULTATION PUBLIQUE ⁽¹⁾ (Presse écrite)	Hebdos régionaux	Quotidiens	2017-2018
ENQUÊTE ET AUDIENCE PUBLIQUE			
Programme de stabilisation des berges du lac Saint-Jean 2017-2026 par Rio Tinto Alcan inc.	Progrès-Dimanche Le Lac Saint-Jean Nouvelles Hebdo L'Étoile du Lac	La Presse Le Soleil	3 265 \$
Projet de remodelage des rives de la rivière Lorette sur le territoire des villes de Québec et de L'Ancienne-Lorette	L'Appel	La Presse Le Soleil	1 514 \$
Projet de prolongement d'un gazoduc entre Saint-Sébastien et Pike River	Le Canada Français La Voix de l'Est	La Presse Le Soleil	1 688 \$
Projet d'aménagement de nouveaux bassins d'eau de procédé et de sédimentation à la mine de Mont-Wright à Fermont	Journal Le trait d'Union du Nord	La Presse Le Soleil	1 395 \$

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

AVIS PUBLICS POUR LES ENQUÊTE ET AUDIENCE PUBLIQUE, ENQUÊTE AVEC MÉDIATION ET CONSULTATION PUBLIQUE ⁽¹⁾ (Presse écrite)	Hebdos régionaux	Quotidiens	2017-2018
Projet de construction d'un terminal d'approvisionnement de carburant aéroportuaire à Montréal-Est	L'Avenir de l'Est	Le Journal de Montréal Le Soleil	3 273 \$
Projet de réfection de la digue de la centrale des Cèdres dans la MRC Vaudreuil-Soulanges par Hydro-Québec	Journal Première Édition	Le Journal de Montréal Le Soleil	3 258 \$
ENQUÊTE AVEC MÉDIATION			
Projet de reconstruction de la route 138 dans le secteur des lacs à Thompson et la Ligne à Franquelin par le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports		Le Journal de Québec	827 \$
Projet de prolongement d'un gazoduc entre Saint-Sébastien et Pike River par TransCanada Pipelines Limited		La Voix de l'Est	87 \$
CONSULTATION PUBLIQUE			
Les enjeux liés à l'implantation d'éoliennes dans l'habitat floristique protégé de la Dune-du-Nord aux Îles-de-la-Madeleine par la Régie intermunicipale de l'énergie Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Le radar	La Presse	761 \$
Consultation publique sur les options de réaménagement de la voie ferrée traversant le centre-ville de Lac-Mégantic	Écho de Frontenac	La Presse Le Soleil La Tribune	1 921 \$
Total – Avis publics – enquête et audience publique, enquête avec médiation et consultation publique			17 989 \$

1. Publicité obligatoire régie par une loi, un règlement et des règles de procédure. Cette publicité obligatoire correspond essentiellement à des placements-médias réalisés par le Centre de services partagés du Québec.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Diffusion des communiqués de presse	2017-2018
Période d'information et de consultation du dossier par le public (29 communiqués)	996 \$
Enquête et audience publique, enquête avec médiation et consultation publique (42 communiqués)	1 343 \$
Nouvelles Règles de procédure du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	31 \$
Total – Communiqués de presse (données au 28 février 2018)	2 370 \$

Autres publications	2017-2018
Avis projet de règlement - <i>Règles de procédure du Bureau d'audiences publique sur l'environnement</i>	2 725 \$
Total – Autres publications	2 725 \$

Publicité et articles promotionnels (divers)⁽²⁾	2017-2018
Aucun	0 \$
Total – Publicité et articles promotionnels	0 \$
Commandites	2017-2018
Aucun	0 \$
Total – Commandites	0 \$

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

2. L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 24)*. <http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/mind/transparence.html>

QUESTION GÉNÉRALE N° 4

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019, ventilées par type d'événement ;
- b) le but visé par chaque dépense ;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement ;

Par un professionnel ou par une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019, ventilées par type d'événement ;
- e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité ;
- f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié) ;
- g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc. ;
- h) le but visé par chaque dépense ;
- i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

Aucune dépense relative à ces événements pour le BAPE.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019, ventilées par type d'événement ;
- b) le but recherché par chaque dépense ;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie ;

Organisée par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019 ;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications ;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ;
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu ;
- h) le but visé par chaque dépense ;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Aucune formation de communication organisée par le BAPE n'a fait l'objet d'une dépense.

Aucune formation de communication organisée par une firme externe.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (article 4, paragraphes 22 et 23). <http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/mind/transparence.html>

QUESTION GÉNÉRALE N° 6

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019 ;
 - b) le but visé par chaque dépense ;
 - c) la nature de la formation ;
 - d) les personnes concernées.
-

Ne s'applique pas au BAPE.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2017-2018, en indiquant:

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

NOM DU FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	Montant	Mode d'octroi
Aéronolisement	Vol nolisé pour le déplacement de l'équipe de la commission pour le mandat d'enquête et d'audiences publiques "Projet d'aménagement de nouveaux bassins d'eau de procédé et de sédimentation à la mine de Mont-Wright à Fermont" dans le cadre des séances publiques de la 1 ^{re} partie. (4 personnes du BAPE, 2 personnes du CSPQ et matériel audio-visuel nécessaire aux séances publiques) - Aller: Québec/Wabush le 19 décembre 2017 - Retour: Wabush/Québec le 21 décembre 2017	11 720,83 \$	De gré à gré
Aéronolisement	Vol nolisé pour le déplacement de l'équipe de la commission pour le mandat d'enquête et d'audiences publiques "Projet d'aménagement de nouveaux bassins d'eau de procédé et de sédimentation à la mine de Mont-Wright à Fermont" dans le cadre des séances publiques de la 2 ^e partie (3 personnes du BAPE, 1 commissaire externe, 2 personnes du CSPQ et matériel audio-visuel nécessaire aux séances publiques). - Aller: Québec/Wabush le 23 janvier 2018 - Aller: Wabush/Sept-Îles le 24 janvier 2018 - Retour: Sept-Îles/Québec le 25 janvier 2018	11 716,46 \$	De gré à gré

NOM DU FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	Montant	Mode d'octroi
Air Canada	Achat de billets d'avion pour le déplacement de 2 personnes pour la séance publique de la période d'information et de consultation du dossier par le public du « Programme décennal de dragage d'entretien du chenal de la Grande-Entrée aux Îles-de-la-Madeleine par Mines Seleine » et de 3 personnes dans le cadre du mandat de consultation publique « Les enjeux liés à l'implantation d'éoliennes dans l'habitat floristique protégé de la Dune-du-Nord aux Îles-de-la-Madeleine par la Régie intermunicipale de l'énergie Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine ». - Aller: Québec/Îles-de la Madeleine le 1 ^{er} mai 2017 (2 personnes du BAPE) - Retour: Îles-de la Madeleine/Québec le 5 mai 2017 (2 personnes du BAPE) - Aller: Montréal/Îles-de la Madeleine le 1 ^{er} mai 2017 (1 commissaire externe) - Retour: Îles-de la Madeleine/Montréal le 5 mai 2017 (1 commissaire externe)	2 249,75 \$	De gré à gré
Air Canada	Achat de billets d'avion pour le déplacement du commissaire externe de la commission du mandat d'enquête et d'audiences publiques "Projet d'aménagement de nouveaux bassins d'eau de procédé et de sédimentation à la mine de Mont-Wright à Fermont" dans le cadre des séances publiques de la 1 ^{re} partie. - Aller: Montréal/Sept-Îles/Wabush le 19 décembre 2017 - Retour: Wabush/Montréal le 21 décembre 2017	1 347,48 \$	De gré à gré
Archives Iron Mountain (Iron Mountain Canada)	Entreposage des copies de sécurité en informatique - avril 2017 à mars 2018.	2 500,00 \$	De gré à gré
Auberge Madeli	Hébergement (3 personnes) les 1 ^{er} , 2, 3 et 4 mai 2017 dans le cadre de : Périodes d'information et de consultation du dossier par le public "Programme décennal de dragage d'entretien du chenal de la Grande-Entrée aux Îles-de-la-Madeleine par Mines Seleine" et Consultation publique "Les enjeux liés à l'implantation d'éoliennes dans l'habitat floristique protégé de la Dune-du-Nord aux Îles-de-la-Madeleine par la Régie intermunicipale de l'énergie Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine".	1 155,12 \$	Commande de biens / demande d'exécution
Cegelski, Louise Anne	Prise et transcription des notes sténographiques dans le cadre du mandat d'enquête et de médiation sur le "Projet de prolongement d'un gazoduc entre Saint-Sébastien et Pike River par TransCanada Pipelines Limited" (4 rencontres).	3 754,00 \$	De gré à gré
Centres de données Estruxture inc.	Hébergement du site Internet du BAPE du 1 ^{er} juin 2017 au 31 mai 2018.	3 000,00 \$	De gré à gré

NOM DU FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	Montant	Mode d'octroi
Christine Paré Communication	Révision linguistique du rapport # 333 pour le mandat d'enquête et d'audience publique "Projet d'ouverture et d'exploitation de la mine Akasaba Ouest à Val-d'Or".	1 712,50 \$	De gré à gré
Complexe Jacques-Gagnon et Hôtel Universel enr. (3098-6145 Québec inc.)	Hébergement (7 personnes) les 9, 10 et 11 mai 2017 lors de la 1 ^{re} partie de l'audience du mandat d'enquête et d'audience publique "Programme de stabilisation des berges du lac Saint-Jean 2017-2026 par Rio Tinto Alcan inc."	2 282,28 \$	Commande de biens / demande d'exécution
Complexe Jacques-Gagnon et Hôtel Universel enr. (3098-6145 Québec inc.)	Hébergement (5 personnes) les 13 et 14 juin 2017 lors de la 2 ^e partie de l'audience du mandat d'enquête et d'audience publique "Programme de stabilisation des berges du lac Saint-Jean 2017-2026 par Rio Tinto Alcan inc."	1 086,80 \$	Commande de biens / demande d'exécution
Concorde, Le	Journée de travail avec l'ensemble du personnel pour la réalisation du plan stratégique 2018-2021 du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement. Location de salle et traiteur.	1 460,90 \$	De gré à gré
Francine Langevin Sténographe	Prise et transcription des notes sténographiques dans le cadre des 1 ^{re} et 2 ^e parties des séances publiques du mandat d'enquête et d'audience publique sur le "Projet de prolongement d'un gazoduc entre Saint-Sébastien et Pike River par TransCanada Pipelines Limited" (2 séances).	1 881,00 \$	De gré à gré
Guay, Mélissa (002)	Révision linguistique du rapport # 337 pour le mandat d'enquête et d'audience publique "Programme de stabilisation des berges du lac Saint-Jean 2017-2026 par Rio Tinto Alcan inc." et du rapport # 339 pour le mandat d'enquête et d'audience publique "Projet de réaménagement de la rivière Lorette – secteur du boulevard Wilfrid-Hamel – à Québec et L'Ancienne-Lorette par l'agglomération de Québec".	2 450,00 \$	De gré à gré
Idéart Consultant inc.	Prise et transcription des notes sténographiques dans le cadre des 1 ^{re} et 2 ^e parties des séances publiques du mandat d'enquête et d'audience publique sur le "Projet de construction d'un terminal d'approvisionnement de carburant aéroportuaire à Montréal-Est par la Corporation Internationale d'Avitaillement de Montréal" (5 séances).	5 778,00 \$	De gré à gré
Idéart Consultant inc.	Prise et transcription des notes sténographiques dans le cadre des 1 ^{re} et 2 ^e parties des séances publiques du mandat d'enquête et d'audience publique sur le "Projet de réfection de la digue de la centrale des Cèdres dans la MRC Vaudreuil-Soulanges" (3 séances et 1 rencontre spéciale). Montant maximal car contrat en cours.	7 500,00 \$	De gré à gré

NOM DU FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	Montant	Mode d'octroi
Île Imaginaire, L'	Location de sonorisation et équipement vidéo pour captation le 3 mai 2017 à Cap-aux-Meules pour une séance de consultation publique "Les enjeux liés à l'implantation d'éoliennes dans l'habitat floristique protégé de la Dune-du-Nord aux Îles-de-la-Madeleine par la Régie intermunicipale de l'énergie Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine".	1 968,89 \$	De gré à gré
Jaguar Média inc.	Renouvellement de l'abonnement annuel "Ministères et organismes du gouvernements- Réseau informatique municipale du Québec (RIM) 2017-2018.	1 400,00 \$	De gré à gré
Lavertu, Cindy (sténographe)	Prise et transcription des notes sténographiques dans le cadre des 1 ^{re} et 2 ^e parties des séances publiques du mandat d'enquête et d'audience publique sur le "Programme de stabilisation des berges du lac Saint-Jean 2017-2026 par Rio Tinto Alcan inc." (7 séances).	10 503,00 \$	De gré à gré
Lemieux Nolet, comptables professionnels agréés S.E.N.C.R.L.	Travaux de validation du "Rapport annuel de gestion 2016-2017".	5 400,00 \$	De gré à gré
Motel le Quiet	Hébergement (6 personnes) les 29 et 30 mai et (1 personne) les 28, 29 et 30 mai 2017 lors des séances publiques du mandat d'enquête "Consultation publique sur les options de réaménagement de la voie ferrée traversant le centre-ville de Lac-Mégantic".	1 335,15 \$	Commande de biens / demande d'exécution
Piché Olivier Benoit inc.	Prise et transcription des notes sténographique pour : -une rencontre de médiation pour le mandat d'enquête et médiation "Projet de reconstruction de la route 138 dans le secteur des lacs à Thompson et la Ligne à Franquelin" (1 rencontre); une consultation publique du mandat "Les enjeux liés à l'implantation d'éoliennes dans l'habitat floristique protégé de la Dune-du-Nord aux Îles-de-la-Madeleine" (1 séance); des 1 ^{re} et 2 ^e parties des séances publiques du mandat d'enquête et d'audience publique sur le "Projet de réaménagement de la rivière Lorette – secteur du boulevard Wilfrid-Hamel, à Québec et L'Ancienne-Lorette" (4 séances). (frais de déplacement inclus).	7 116,30 \$	De gré à gré
Piché Olivier Benoit inc.	Prise et transcription des notes sténographiques dans le cadre des 1 ^{re} et 2 ^e parties des séances publiques du mandat d'enquête et d'audience publique sur le "Projet d'aménagement de nouveaux bassins d'eau de procédé et de sédimentation à la mine de Mont-Wright à Fermont" (5 séances).	5 742,62 \$	De gré à gré
Riffon, Olivier	Présentation destinée au personnel du BAPE sur le sujet du développement durable dans les municipalités québécoises le 21 septembre 2017.	1 150,00 \$	De gré à gré

NOM DU FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	Montant	Mode d'octroi
Sténo MMM S.E.N.C.	Prise et transcription des notes sténographiques lors des séances publiques du mandat d'enquête "Consultation publique sur les options de réaménagement de la voie ferrée traversant le centre-ville de Lac-Mégantic" (3 séances).	4 158,00 \$	De gré à gré
Traductions KLM inc.	Prise et transcription des notes sténographiques pour le mandat d'enquête et médiation "Projet de reconstruction de la route 138 dans le secteur des lacs à Thompson et la Ligne à Franquelin" (1 rencontre). (frais de déplacement inclus)	1 000,00 \$	De gré à gré
Université du Québec à Rimouski	Honoraire pour l'accompagnement et la collaboration avec la commission du mandat d'enquête "Consultation publique sur les options de réaménagement de la voie ferrée traversant le centre-ville de Lac-Mégantic" dans la prise en compte des facteurs faisant varier l'acceptation sociale des différentes options.	3 200,00 \$	De gré à gré

Données au 28 février 2018

Pour les contrats de plus de 25 000\$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

QUESTION GÉNÉRALE N° 8

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2017-2018 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.

- a) le nombre d'autorisations ;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi ;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi ;
- d) le montant accordé ;
- e) les motifs de la demande ;
- f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Aucun contrat octroyé par le BAPE n'a fait l'objet de coûts additionnels et par conséquent d'une autorisation du dirigeant, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*.

Ces informations seraient toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

QUESTION GÉNÉRALE N° 9

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune ;
 - b) la grille d'évaluation des soumissions ;
 - c) la justification du choix du soumissionnaire retenu ;
 - d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat ;
 - e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.
-

Le BAPE n'a pas fait d'appels d'offres publics.

Ces informations seraient toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>, à l'exception des réponses aux sous-questions b) et c) qui semblent non pertinentes à l'exercice d'étude des crédits.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2017-2018, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) les noms du professionnel ou de la firme ;**
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final) ;**
 - c) le coût ;**
 - d) l'échéancier ;**
 - e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.**
-

Ne s'applique pas au BAPE.

QUESTION GÉNÉRALE N° 11

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018 :

- a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement ;**
 - b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale) ;**
 - c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants ;**
 - d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé ;**
 - e) une description de son mandat ;**
 - f) la date de début de son contrat ;**
 - g) la date prévue de fin de son contrat ;**
 - h) sa rémunération annuelle.**
-

Le BAPE n'a aucune ressource œuvrant au sein de l'organisme qui ne sont pas des employés du gouvernement ou des personnes nommées par décret.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet ;
- b) la nature du projet ;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu) ;
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet ;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet ;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière ;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet ;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates ;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour ;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet ;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.
- m) Nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années.

Le BAPE n'a aucun projet de développement informatique de plus de 100 000 \$ en 2017-2018.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>, à l'exception des réponses aux sous-questions c), e), g), h), j) et k) qui semblent non pertinentes à l'exercice d'étude des crédits.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2017-2018 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie ;
- b) le mobilier de bureau ;
- c) l'ameublement ;
- d) la décoration et l'embellissement ;
- e) le distributeur d'eau de source ;
- f) le remboursement des frais de transport ;
- g) le remboursement des frais d'hébergement ;
- h) le remboursement des frais de repas ;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes ;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. au Québec ;
 - II. à l'extérieur du Québec.

Type de dépense	Dépense totale pour l'organisme (données au 28 février 2018)
Photocopie ⁽¹⁾	8 018 \$
Mobilier de bureau et l'ameublement	343 \$
Décoration et embellissement	0 \$
Distributeurs d'eau de source	0 \$
Remboursement des frais de transport, d'hébergement et de repas ⁽²⁾	
– Frais de transport (automobile, train, taxi, etc.)	35 920 \$
– Frais d'hébergement	20 747 \$
– Remboursement rapports de frais ⁽³⁾	17 495 \$
Remboursement des frais d'alcool et de fêtes	
- Activité reconnaissance – retraités et 25 ans de service	0 \$
- Cadeaux aux employés - retraités et 25 ans de services	167 \$
L'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement	
– a) au Québec (Frais d'inscription et frais de déplacement)	9 834 \$
– b) à l'extérieur du Québec	0 \$

- Inclus la location des photocopieurs et l'achat de papier pour les photocopieurs.
- Ces frais sont à 92 % imputables aux déplacements liés à la mission du BAPE soit pour les mandats de période d'information et de consultation du dossier par le public, les mandats d'enquête et d'audience publique, les mandats d'enquête avec médiation ou les mandats de consultation publique. Ces frais n'inclut pas les allocations de séjour prévues au décret des membres du Bureau (1 225 \$/mois pour certains membres soit 25 541\$ pour l'exercice).
- Ces frais inclut en général les remboursements de frais de repas ou les indemnités que les employés ont droit. Ils peuvent inclure le remboursement de certains frais de transports. Le total de ces frais inclut les dépenses de fonction.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2017-2018 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés ;
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres) ;
- c) le nombre de téléavertisseurs utilisés ;
- d) les coûts d'acquisition des appareils ;
- e) le coût d'utilisation des appareils ;
- f) le coût des contrats téléphoniques ;
- g) les noms des fournisseurs ;
- h) le nombre de minutes utilisées ;
- i) les ordinateurs portables ;
- j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés ;
- k) le coût des frais d'itinérance ;
- l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.

	2017-2018
a) Nombre de téléphones cellulaires, « Blackberry », Iphone ou autre type de téléphone intelligent	14
Nombre de clés cellulaires	2
b) Nombre de tablettes électroniques utilisées (iPad ou autres)	3
c) Nombre de téléavertisseurs utilisés	0
d) Coûts d'acquisition des appareils (1 cellulaire et 3 tablettes)	4 409 \$
e) Coût d'utilisation des appareils (total des frais mensuels et de consommation)	4195 \$
f) Coût des contrats téléphoniques (total des frais mensuels)	4 048 \$
g) Nom des fournisseurs	Rogers et Telus
i) Ordinateurs portables acquis en 2017-2018 (incluant les ordinateurs portables acquis exclusivement pour la webdiffusion des séances publiques)	Nombre : 8 Coût : 12 090 \$
k) Coût des frais d'itinérance	0 \$
l) Coûts de résiliation	0 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 25). <http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/mind/transparence.html>

QUESTION GÉNÉRALE 15 a) et b)

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

- a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) ; 35 ans et plus.
- b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) ; 35 ans et moins.

Exercice 2017-2018 (Effectif au 20 mars 2018)

Catégorie d'emploi ⁽¹⁾	Femmes		Hommes		Total effectif		Personnes handicapées		Anglophones		Autochtones		Communautés culturelles	
	- 35 ans	35 ans +	- 35 ans	35 ans +	Nbre	%	- 35 ans	35 ans +	- 35 ans	35 ans +	- 35 ans	35 ans +	- 35 ans	35 ans +
Emplois supérieurs (Membres)														
Professionnels	1	8	2	12	23	54,8		1					1	3
Personnel de bureau et techniciens	2	10	1		13	35,7		0					1	3
Cadres		1		1	2	7,1								
Sous-total au 31 mars 2018	3	19	3	13	38	100		1					2	6
Total de l'organisme	22		16				1						8	
%	57,9		42,1				2,6						21	

1. Employés réguliers assujettis à la Loi sur la fonction publique.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.

Catégorie d'emploi ¹	Nombre de jours pour 2017-2018 (au 20 mars 2018)
Cadres	
	26,1
Professionnels	
	274,2
Fonctionnaires	
	193,0
Autre catégorie (membres)	
Total	
	493,3

1. Employés réguliers et occasionnels assujettis à la Loi sur la fonction publique.

QUESTION GÉNÉRALE 15 d)

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

- d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.

Catégorie d'emploi ⁽¹⁾	Moins de 10 jours	De 10 à 50 jours	De 50 à 100 jours	100 jours et plus	TOTAL 2017-2018 (au 20 mars 2018)
Cadres					
	1	1	-	-	2
Professionnels					
	7	10	4	3	24
Fonctionnaires					
	9	4	1	-	14
Autre catégorie (membres)					
TOTAL					
	17	15	5	3	40

1. Employés réguliers et occasionnels assujettis à la Loi sur la fonction publique.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

- e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) ;
 – le coût moyen par employé, selon la classe de travail.

CATÉGORIE D'EMPLOI ⁽¹⁾	TOTAL 2017-2018 (au 20 mars 2018)
Professionnels	
Heures totales effectuées	107,33
Heures payées	13,00
Heures compensées en temps	94,33
Fonctionnaires	
Heures totales effectuées	199,81
Heures payées	159,48
Heures compensées en temps	40,33

1. Employés réguliers et occasionnels assujettis à la Loi sur la fonction publique.

QUESTION GÉNÉRALE 15 f)

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.

CATÉGORIE D'EMPLOI⁽¹⁾	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	TOTAL 2017-2018 (au 20 mars 2018)
Cadres	4,00	8,00	6,00	1,00	17,68	12,00	5,00	1,93	3,46	0,00	0,00	1,00	60,07
Professionnels	32,32	28,49	27,59	56,21	149,86	48,64	26,00	11,97	44,83	42,30	21,64	8,06	497,91
Fonctionnaires	3,00	12,00	28,14	77,13	110,21	24,94	6,47	16,94	19,69	20,58	25,41	14,50	359,01
Autre catégorie (membres)	0	0	8,00	4,00	0	0	0	0	0	0	0	0	12,00
TOTAL	39,32	48,49	69,73	138,34	277,75	85,58	37,47	30,84	67,98	62,88	47,05	23,56	928,99

1. Employés réguliers et occasionnels assujettis à la Loi sur la fonction publique.

QUESTION GÉNÉRALE 15 g) et h)

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.

Catégorie d'emploi ⁽¹⁾	Moins de 10 jours	De 10 à 50 jours	De 50 à 100 jours	100 jours et plus	TOTAL 2017-2018 (au 20 mars 2018)
Cadres					
	1	1	0	0	2
Professionnels					
	14	7	3	0	24
Fonctionnaires					
	14	0	0	0	14
Autre catégorie (membres)					
	0	0	0	0	0
TOTAL					
	29	8	3	0	40

1. Employés réguliers et occasionnels assujettis à la Loi sur la fonction publique.

h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

- i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1^o de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

- j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).

CATÉGORIE D'EMPLOI ⁽¹⁾	NOMBRE DE POSTES RÉGULIERS	TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL
	2017-2018	Tous les postes sont affectés à la région administrative de la Capitale-Nationale.
Cadres	2	
Professionnels	23	
Fonctionnaires	13	
Autre catégorie (membres)	0	
Total	38	

1. Employés réguliers assujettis à la Loi sur la fonction publique.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.

CATÉGORIE D'EMPLOI	NOMBRE DE POSTES RÉGULIERS		
	2015-2016	2016-2017	2017-2018
Professionnel expert	1	1	2

l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.

Pour les années 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 aucun employé du BAPE n'a bénéficié d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'il a accomplie.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions).

CATÉGORIE D'EMPLOI	TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL	
	2017-2018	
	Réguliers	Occasionnels
Cadres	2	
Professionnels	23	0
Fonctionnaires	13	2
Autre catégorie (membres à temps plein nommés par le Conseil des ministres)	3	
Postes vacants	10	3
Total	51	5
	56	

Tous les postes sont affectés à la région administrative de la Capitale-Nationale

QUESTION GÉNÉRALE 15 n), o), p), q) et r)

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

o) le nombre d'employés permanents et temporaires.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

q) pour chaque direction du ministère et direction d'organisme relevant du ministère, le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi, pour 2017-2018 et les cinq années précédentes;

Aucun poste n'a été aboli au net.

r) l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 16

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction :

- a) le nombre de départs à la retraite en 2016-2017 et en 2017-2018, incluant le total et la ventilation des indemnités versées;
 - b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
 - c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2018-2019 et 2019-2020 et les indemnités de retraite qui seront versées;
 - d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.
-

- a) le nombre de départs à la retraite en 2016-2017 et en 2017-2018, incluant le total et la ventilation des indemnités versées.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes pour l'année 2017-2018 seulement.

- b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.

Aucun remplacement effectué en 2017-2018.

- c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2018-2019 et 2019-2020 et les indemnités de retraite qui seront versées.

Veuillez référer à la réponse de la question 16 a).

- d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

Aucune personne retraitée de la fonction publique ou parapublique n'a été engagée pour un ou des contrats.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2017-2018 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location ;
- b) la superficie totale pour chaque local loué ;
- c) la superficie totale réellement occupée ;
- d) la superficie inoccupée ;
- e) le coût de location au mètre carré ;
- f) le coût total de ladite location ;
- g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisée depuis le 1^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés ;
- h) la durée du bail ;
- i) le propriétaire de l'espace loué ;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

ESPACES LOUÉS DE LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES (SQI)

Emplacement :	575, rue Jacques-Parizeau, Québec
Type d'espace	Bureau + entrepôt
Superficie totale pour chaque local loué :	2 ^e étage : 1 329,82 M.C. Entrepôt : 43,48 M.C.
Coût total de la location :	- Coût entente de location 453 649,08 \$/an - Coût de financement du réaménagement réalisé en novembre 2015 pour la rétrocession de 277,36 m.c. Les coûts ont été financés par la SQI et amorti sur 5 ans. Ils prendront fin en novembre 2020. Dépense de 42 235 \$/annuellement jusqu'au 30 novembre 2020
Coûts d'aménagement ou de rénovation réalisés :	Aucuns travaux de réaménagement en 2017-2018
Durée du bail :	Préavis de 3 mois pour résiliation ou modification
Propriétaire de l'espace loué :	La Capitale Immobilière MFQ inc.

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 27).
<http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/mind/transparence.html>

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2017-2018, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :

- a) la ou les dates des travaux ;**
 - b) les coûts ;**
 - c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.**
-

Aucuns travaux spécifiques pour la haute direction du BAPE.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2017-2018, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant ;
- b) le titre de la fonction ;
- c) l'adresse du port d'attache ;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés ;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant ;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus ;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève ;
- h) la description de tâches ;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2017-2018 ;
- j) le nombre total d'employés au cabinet ;
- k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2016-2017 et 2017-2018 ;
- l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée ;
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.*

Ne s'applique pas au BAPE.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des sommes d'argent versées en 2017-2018 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne ;**
 - b) la circonscription électorale ;**
 - c) le montant attribué ;**
 - d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.**
-

Ne s'applique pas au BAPE.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne ;**
 - b) le poste occupé ;**
 - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant ;**
 - d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle ;**
 - e) la date de l'assignation hors structure ;**
 - f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.**
-

Il n'y a aucun personnel hors structure pour le BAPE.

QUESTION GÉNÉRALE N° 22

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial ;
 - b) le salaire ;
 - c) le poste actuel, s'il y a lieu ;
 - d) la date de la mise en disponibilité ;
 - e) les prévisions pour 2018-2019.
-

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 23

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2017-2018, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.) ;**
 - b) prévisions pour 2018-2019 ;**
 - c) par catégorie d'âge.**
-

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 24

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2018-2019.

Le BAPE n'a aboli aucun poste au cours de l'exercice 2017-2018.

QUESTION GÉNÉRALE N° 25

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2018-2019, par mission.

Veillez-vous référer à la réponse 15j.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne ;**
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme ;**
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant ;**
- d) l'assignation initiale ;**
- e) l'assignation actuelle ;**
- f) la date de l'assignation hors structure ;**
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).**

Aucune personne rémunérée par le BAPE n'est affectée à des organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres en 2017-2018.

QUESTION GÉNÉRALE N° 27

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2017-2018, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun ;
- b) le fournisseur ;
- c) la nature du service.

Ventiler le montant total par catégories.

TITRE	COÛT
	(données au 28 février 2018)
Direction générale des acquisitions (DGACQ) ➤ Abonnement annuel du 1 ^{er} avril 2017 au 31 mars 2018	500 \$
Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ) Jurisprudence express électronique 4 accès inclus ➤ Année 2018	600 \$
Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ) Jurisprudence express électronique ➤ Abonnement Accesazim et consultation (2017-2018 – données au 28 février 2018)	202 \$
Réseau Environnement ➤ Abonnement Vecteur Environnement (année 2018)	25 \$
Réseau d'information municipale (RIM) ➤ Abonnement Jaguar médias (juillet 2017 à juillet 2018)	1 400 \$
Total :	2 727 \$

QUESTION GÉNÉRALE N° 28

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Aucun déboursé pour le BAPE pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges ou frais payés afin de devenir membre de club privée ou autre.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web ;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site ;
- c) les coûts de construction du site ;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour ;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement) ;
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de «hits») ;
- g) la fréquence moyenne de mise à jour ; (ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits)
- h) le responsable du contenu sur le site.

BAPE

(www.bape.gouv.qc.ca)

Conception, refonte et justification

- En juin 1996, la conception et le développement du site ont été réalisés par la Direction générale des services informatiques gouvernementaux pour une somme forfaitaire de 2 000 \$. La réalisation de la bannière pour la page d'accueil a été confiée à la firme Parution pour la somme de 340 \$.
- En décembre 2002, le site Web du BAPE a été totalement repensé et actualisé, notamment dans le but de respecter le programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec. La construction (conception, design, développement) du site a été effectuée par la firme BMG Multimédia pour une somme contractuelle de 17 200 \$.
- En décembre 2004, une nouvelle page d'accueil a été développée par la firme Neuronal Création pour la somme de 1 787 \$.
- En décembre 2017, des travaux de refonte du site web ont été entamés à l'interne par le secteur des technologies de l'information en collaboration avec des employés de différentes directions du BAPE. Aucun coût externe n'a été effectué à ce jour pour la refonte du site.

Contenu, entretien et mise à jour

- L'entretien et la mise à jour sont réalisés à l'interne. L'hébergement est assuré par la firme Centre de données Estruxture inc. La dépense de l'exercice pour l'hébergement du site est de 2 208 \$.
- Des informations sont ajoutées au site quotidiennement par l'équipe Web. Pour tous les mandats confiés au BAPE depuis l'automne 2002, le maximum d'information pertinente y est enregistré. Le site Web du BAPE est le reflet de ses opérations, on y retrouve notamment tous les rapports de l'organisme depuis son existence dans une rubrique dûment identifiée.
- Responsable du contenu : Direction des communications.

ENTENTE DE COOPÉRATION FRANCE-QUÉBEC (BAPE-CNDE-CNDP)

(www.participation-du-public.net)

Conception, refonte et justification

- En décembre 2004, dans le cadre du projet de coopération France-Québec entre la Commission nationale du débat public (CNDP) et la Compagnie nationale des commissaires-enquêteurs (CNCE) de la France et le BAPE, un site Web a été développé par la firme Neuronal Création pour la somme de 3 537 \$.

Contenu, entretien et mise à jour :

- L'entente prévoit que le BAPE assure l'entretien de base et le fonctionnement du site Web et les organismes celui de leur contenu spécifique.
- La dépense de l'exercice pour l'hébergement du site est assumée à même le coût d'hébergement du site Web du BAPE par la firme Centre de données Estruxture inc.
- Responsable du contenu : Direction des communications.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Nominations, pour 2017-2018, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :

- a) la liste ;**
 - b) le nom de la personne ;**
 - c) les mandats de chacune de ces personnes ;**
 - d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat ;**
 - e) le résultat du travail effectué ;**
 - f) les échéances prévues ;**
 - g) les sommes impliquées.**
-

Veuillez référer à la réponse de la question 7 des renseignements généraux.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour 2017-2018, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.

Ne s'applique pas au BAPE.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2016-2017 et 2017-2018 :

- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès ;**
 - b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information ;**
 - c) le nombre total de demandes reçues ;**
 - d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus) ;**
 - e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours ;**
 - f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours ;**
 - g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.**
-

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au rapport annuel 2017-2018 des ministères et organismes.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2017-2018 :

- a) le coût (déplacements, etc.) ;**
 - b) le nombre de ressources affectées ;**
 - c) le nombre de rencontres ;**
 - d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre ;**
 - e) l'objet ;**
 - f) les dates.**
-

Ne s'applique pas au BAPE.

QUESTION GÉNÉRALE N° 34

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 35

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

La liste des ententes et leur nature, signées en 2017-2018 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Québec aux relations canadiennes, et ce, pour tous les ministères et organismes.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2018-2019.

L'information concernant la *Politique de financement des services publics* sera présentée au rapport annuel 2017-2018 des ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 38

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2017-2018 et les prévisions 2018-2019.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2017-2018, ainsi que les prévisions pour 2018-2019 et 2019-2020, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Aucune somme reçue par le BAPE en 2017-2018 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement.

QUESTION GÉNÉRALE N° 40

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

Aucune prime au rendement ou bonis n'a été versé en 2017-2018 par le BAPE.

QUESTION GÉNÉRALE N° 41

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Allocations de transition versées à des titulaires d'un emploi supérieur à temps plein conformément à leur décret de nomination pour un montant total de 153 334 \$.

QUESTION GÉNÉRALE N° 42

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2017-2018 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour 2017-2018, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions ;**
 - b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.**
-

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

QUESTION GÉNÉRALE N° 44

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour 2017-2018, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels? Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;**
 - b) fournir la liste des salaires versés.**
-

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif pour tous les ministères et organismes.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Aucun formé par le BAPE.

COMITÉ POUR LA PROCÉDURE DE SÉLECTION DES PERSONNES APTES À ÊTRE NOMMÉES MEMBRES DU BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Depuis le 23 mars 2017, le gouvernement doit nommer les membres du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) selon une procédure de sélection qui doit notamment prévoir la constitution d'un comité de sélection conformément au Règlement sur la procédure de sélection des personnes aptes à être nommées membres du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (décret 901-2017 du 6 septembre 2017).

En septembre 2017, le secrétaire général associé responsable des emplois supérieurs au ministère du Conseil exécutif a publié un avis de recrutement invitant les personnes intéressées à soumettre leur candidature à la procédure de sélection aux fins de constituer une liste de personnes aptes à être nommées membre et président du BAPE, membre et vice-président du BAPE, et membre du BAPE.

En mars 2018, la secrétaire général associé responsable des emplois supérieurs au ministère du Conseil exécutif a publié un avis de recrutement invitant les personnes intéressées à soumettre leur candidature à la procédure de sélection aux fins de constituer une liste de personnes aptes à être nommées membre et vice-président du BAPE.

Composition du comité de sélection (article 7 du Règlement)

1. deux membres issus du gouvernement;
2. un représentant du public apte à juger des qualités requises pour exercer la fonction de membre du Bureau et ne faisant pas partie de l'administration gouvernementale au sens de la Loi sur l'administration publique (chapitre A-6.01) ni ne la représentant.

Mandat (article 8 du Règlement)

Déterminer l'aptitude d'un candidat à occuper la fonction de membre du Bureau. Il fait rapport de ses activités.

Honoraire (article 12 du Règlement)

Les membres du comité qui ne sont pas membres du Bureau ou à l'emploi d'un ministère ou d'un organisme du gouvernement ont droit respectivement à des honoraires de 250 \$ ou 200 \$ par demi-journée de séance à laquelle ils participent; s'ils sont retraités du secteur public, tel que défini à l'annexe I du décret numéro 450-2007 du 20 juin 2007 et ses modifications subséquentes, un montant équivalent à la moitié de la rente de retraite qu'ils reçoivent de ce secteur est toutefois déduit des honoraires fixés pour leur participation aux séances du comité.

QUESTION GÉNÉRALE N° 46

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

QUESTION GÉNÉRALE N° 47

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2017-2018 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2018-2019. Pour chacun de ces programmes existants en 2017-2018, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2018-2019, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour tous les ministères et organismes.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des situations en 2017-2018 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 49

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes pour l'année 2017-2018 seulement. Elle ne s'applique toutefois pas au BAPE.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes pour l'année 2017-2018 seulement. Elle ne s'applique toutefois pas au BAPE.

QUESTION GÉNÉRALE N° 52

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif (Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime) pour tous les ministères et organismes. Elle ne s'applique toutefois pas au BAPE.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif (Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime) pour tous les ministères et organismes. Elle ne s'applique toutefois pas au BAPE.

QUESTION GÉNÉRALE N° 54

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et à la Lutte contre les changements climatiques pour tous les ministères et organismes (Fonds vert).

QUESTION GÉNÉRALE N° 55

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (Fonds des ressources naturelles) pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 56

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des aides financières accordées en vertu de programme financés par le Fonds du Plan Nord.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 57

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chacune des cinq dernières années, la somme allouée à l'externe pour tout type de service juridique.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice pour tous les ministères et les organismes budgétaires en divulguant les informations accessibles au sujet des contrats de services juridiques autorisés par la ministre de la Justice durant l'année financière, en indiquant notamment les honoraires approuvés dans la gestion de ces contrats.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Portrait global et montant total de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2017-2018 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publiques, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information en faisant la distinction entre les coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme et les coûts additionnels autorisés à la suite d'une délégation de pouvoir.

Fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations ;
- b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e) ;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat ;
- d) le montant accordé ;
- e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire ;
- f) les motifs de la demande ;
- g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Indiquer si oui ou non les ministères ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par les biais de son site internet ou autre moyen de communication.

Aucun contrat octroyé par le BAPE n'a fait l'objet de coûts additionnels et par conséquent d'une autorisation du dirigeant ou à la suite d'une délégation de pouvoir du dirigeant, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

Le montant initial et final des contrats sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca> .

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 :

- a) la dépense totale (opération et capital) ;
 - b) les grands dossiers en cours ;
 - c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques ;
 - d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI ;
 - e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.
-

a) la dépense totale (opération et capital);

Selon les informations disponibles dans la planification annuelle en ressources informationnelles (PARI) 2017-2018 :

- Dépense prévue en fonctionnement : 72 100 \$
- Dépense prévue en immobilisation : 40 000 \$
- Dépense prévue en rémunération : 204 100 \$
- Dépense totale prévue : 316 200 \$

b) les grands dossiers en cours;

Le BAPE n'a aucun grand projet en cours.

Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet – <https://www.tableaubordprojetri.gouv.qc.ca/>).

d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

Veuillez référer à la réponse de la question 11.

Le BAPE n'a aucun consultant externe attitré aux dossiers informatiques.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) :

- a) la masse salariale ;**
 - b) des indemnités de retraite, s'il y a lieu.**
-

a) Masse salariale

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

b) Indemnités de retraite

Aucune indemnité de retraite n'a été versée par le BAPE en 2017-2018.

QUESTION GÉNÉRALE N° 61

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre :

- a) du *Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes* visant une réduction d'au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs ;**
- b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État ;**
- c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération ;**
- d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels.**

Fournir les prévisions pour 2018-2019.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 63

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2017-2018 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.

L'information sera présentée au rapport annuel 2017-2018 des ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 64

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2016-2017 et 2017-2018 en indiquant pour chacun :

- a) le sujet ;**
- b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé ;**
- c) les coûts reliés à sa réalisation ;**
- d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.**

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2016-2017 et 2017-2018, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations ;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation ;
- c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

Ordres ou corporations professionnels	DÉPENSE TOTALE 2017-2018
Barreau du Québec – Cotisation annuelle ⁽¹⁾	1 764 \$

⁽¹⁾ Remboursement en conformité aux conditions de travail.

Associations et cotisations	DÉPENSE TOTALE 2017-2018
Association québécoise pour l'évaluation d'impacts (AQEI)	675 \$
Regroupement de réseaux en santé de personnes au travail (RRSPT)	509 \$

QUESTION GÉNÉRALE N° 66

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme public, pour les années 2016-2017 et 2017-2018, les ressources affectées en évaluation des programmes en indiquant pour chacun :

- a) les effectifs (en ETC), ventilés par catégorie d'emploi ;**
 - b) le budget total affecté au département ou à la direction responsable de l'évaluation des programmes, ainsi que le détail de son mandat ;**
 - c) le nombre et la liste des programmes faisant l'objet d'une évaluation ;**
 - d) le nombre et la liste des évaluations transmises au Secrétariat du Conseil du trésor.**
-

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 67

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour 2017-2018, la liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie pour tous les ministères et organismes.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES
SUR L'ENVIRONNEMENT

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Secrétariat et direction générale de
l'administration et des communications

Avril 2018

ÉTUDE DES CREDITS 2018-2019

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Réponses du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

BAPE

Les questions suivantes **ont été répondues** aux annexes suivantes :

13.	Comités interministériels et autres
14.	Communautés autochtones

QUESTION PARTICULIÈRE N° 13

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Indiquer la liste de tous les comités interministériels, comités directeurs, comités de suivi, comités conjoints, comités-conseils, comités consultatifs, comités de vigilance, et autres comités ou groupes de travail auxquels ont participé le ministère et ses organismes en 2017-2018. Indiquer, pour chacun :

- a) le(s) mandats;
- b) la liste des membres (incluant les membres externes, observateurs ou provisoires);
- c) les rencontres tenues en 2017-2018;
- d) les résultats détaillés des rencontres tenues en 2017-2018;
- e) les rencontres prévues en 2018-2019 avec l'objet et l'échéancier.

Le BAPE participe au Comité interministériel sur le développement durable (CIDD-Organismes) dont la responsabilité est confiée au MDDELCC.

Son mandat

En 1991, le ministère de l'Environnement du Québec créait le CIDD. Principale instance de concertation vouée au développement durable au sein du gouvernement, ce comité regroupe la majorité des ministères et organismes gouvernementaux qui participent à la mise en œuvre du développement durable au Québec.

La liste des membres

C'est le MDDELCC qui possède cette information.

Le budget dépensé en 2017-2018

C'est le MDDELCC qui assume les frais.

Le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

Participation à deux rencontres du CIDD Ministères et Organismes le 12 avril et 19 octobre 2017. Aucun frais assumé par l'organisme en raison de la proximité du lieu de rencontre avec les bureaux du BAPE.

Les résultats atteints

C'est le MDDELCC qui possède cette information.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 14

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Indiquer la liste des consultations menées par le ministère et les organismes auprès des communautés autochtones en 2017-2018. Ventiler par sous-ministériat et par organisme et indiquer, pour chacun :

- a) l'objet des consultations ;**
- b) le moyen utilisé ;**
- c) les dates de rencontres ;**
- d) les communautés et les personnes consultées ;**
- e) les résultats des consultations ;**
- f) les montants afférents ;**
- g) les rencontres à venir au cours de l'exercice financier 2018-2019.**

Le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement n'a pas la responsabilité de mener des consultations auprès des communautés autochtones, cette obligation de consultation incombant à la Couronne.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES
SUR L'ENVIRONNEMENT

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
PAR LE DEUXIÈME GROUPE
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Secrétariat et direction générale de
l'administration et des communications

Avril 2018

ÉTUDE DES CREDITS 2018-2019

Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe l'Opposition officielle

Réponses du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

BAPE

Les questions suivantes **ont été répondues** aux annexes suivantes :

1.	Liste des employés, liste des personnes qui ont été nommées ou renouvelées et frais de déplacement, voyage et représentation
2.	Liste des formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés
3.	Sommes dépensées pour l'informatique et les technologies de l'information
4.	Liste de tous les comités interministériels dont fait partie le BAPE
5.	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels
6.	Ventilation détaillée de toutes les compressions financières réalisées dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire
7.	Liste et copie de tous les sondages effectués
8.	Liste et copie de tous les avis, juridiques ou autres, commandés en 2017-2018
9.	Liste de tous les frais de traduction et de documents traduits
10.	Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers
11.	Concours et tirages
12.	Campagnes de publicité et de sensibilisation
14.	Nombre d'employés affectés aux communications et/ou affaires publiques
15.	Nombre d'ETC affectés et les couts reliés à la préparation de l'exercice d'étude des crédits budgétaires
18.	Liste des consultations menées auprès des communautés autochtones

QUESTION PARTICULIÈRE N° 1
2^E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour 2017-2018, indiquer :

- a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ;
- b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV ;
- c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

Liste des membres du conseil d'administration

Le BAPE n'a pas de conseil d'administration.

La liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV

Membre à temps plein	Durée du mandat	Date de début	Date de fin	Échelle traitement 2017-2018
BARIL, Pierre, Président ⁽¹⁾	5 ans	2012-11-19	2017-11-18	143 722 \$ 186 838 \$
BERGERON, Denis	5 ans	2016-06-13	2021-06-12	97 343 \$ 131 411 \$
BOURKE, Philippe, Président ⁽²⁾	5 ans	2017-11-20	2022-11-19	123 768 \$ 160 899 \$
FRANCOEUR, Louis-Gilles, Vice-président ⁽¹⁾	5 ans	2012-11-19	2017-11-18	123 768 \$ 160 899 \$
GERMAIN, Michel	5 ans	2014-05-31	2019-05-30	97 343 \$ 131 411 \$
PARENT, Anne-Marie ⁽¹⁾	3 ans	2014-05-29	2017-04-14	97 343 \$ 131 411 \$

1. Fin de mandat en cours de l'exercice
2. Nommé au cours de l'exercice

Membres additionnels à temps partiel			
NOM, PRÉNOM	Durée du mandat	Date de début de mandat	Date de fin de mandat
ANDRÉ, Pierre	3 ans	30 mars 2016	29 mars 2019
CHARBONNEAU, Jeanne	3 ans	14 décembre 2016	13 décembre 2019
DÉRIGER, Louis ⁽¹⁾	3 ans	3 septembre 2014	2 septembre 2017
FLEURY LAROUCHE, Ursula	3 ans	30 mars 2016	29 mars 2019
GAUTHIER, Marie-Hélène	3 ans	30 mars 2016	29 mars 2019
GENDRON, Corinne ⁽²⁾	3 ans	3 septembre 2017	2 septembre 2020
GHANIMÉ, Linda	3 ans	30 mars 2016	29 mars 2019
HAEMMERLI, John⁽²⁾	3 ans	3 septembre 2017	2 septembre 2020
LANMAFANKPOTIN, Georges	3 ans	14 décembre 2016	13 décembre 2019
LAVOIE, Éric	3 ans	14 décembre 2016	13 décembre 2019
LOCAT, Jacques ⁽²⁾	3 ans	3 septembre 2017	2 septembre 2020
MAGNAN, Pierre	3 ans	30 mars 2016	29 mars 2019
PHILIPPE, Cynthia	3 ans	30 mars 2016	29 mars 2019
RENAUD, Pierre	3 ans	30 mars 2016	29 mars 2019
ZAYED, Joseph⁽²⁾	3 ans	3 septembre 2017	2 septembre 2020

1. Fin de mandat en cours de l'exercice
2. Mandat renouvelé au cours de l'exercice

Les noms des membres additionnels à temps partiel ayant contribué à la réalisation de mandats en 2017-2018 apparaissent en caractères gras. Les honoraires pour une journée de 7 heures sont de 604,19 \$ à titre de président de commission et de 573,98 \$ à titre de commissaire. La rémunération des membres additionnels à temps partiel du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement est fixée par décret (805-2001). La rémunération totale versée aux membres additionnels en 2017-2018 s'élève à 276 057 \$ au 4 avril 2018.

**LISTE DES EMPLOYES REGULIERS, OCCASIONNELS, ETUDIANTS ET STAGIAIRES
AU 31 MARS 2018**

CATÉGORIE D'EMPLOI	NOMBRE D'EMPLOYÉS	ÉCHELLE DE TRAITEMENT AU 1 ^{ER} AVRIL 2017	
		MINIMUM	MAXIMUM
PERSONNEL D'ENCADREMENT			
630 Cadre	2	87 244 \$	133 367 \$
PROFESSIONNEL ET JURISTE			
100 Conseiller en gestion des ress. humaine	1	40 796 \$	76 293 \$
104 Agent d'information	5	40 241 \$	76 293 \$
105 Agent de recherche - expert	1	44 265 \$	83 922 \$
105 Agent de recherche	7	40 241 \$	76 293 \$
108 Analyste informatique et des procédés adm. - expert	1	45 059 \$	83 208 \$
108 Analyste informatique et des procédés adm.	2	40 963 \$	75 644 \$
113 Biologiste	5	40 241 \$	76 293 \$
115 Avocat et notaire	1	55 607 \$	112 102 \$
186 Ingénieur	1	51 573 \$	85 216 \$
TECHNICIEN			
264 Technicien en administration – classe 05	1	52 616 \$	56 725 \$
264 Technicien en administration	6	34 608 \$	51 922 \$
265 Technicien en arts appliqués et graphiques	1	36 563 \$	51 173 \$
272 Technicien en informatique	1	38 224 \$	54 515 \$
PERSONNEL DE BUREAU			
200 Agent de bureau	1	34 097 \$	41 767\$
221 Agent de secrétariat	4	34 407 \$	43 630 \$
ETUDIANT ET STAGIAIRE			
990 Étudiant	0		
991 Stagiaire	0		
TOTAL	40		

Frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation

Les frais de représentation

Titre	2017-2018 Selon les données au 28 février 2018
Président (Maximum annuel autorisé : 2 415 \$)	696 \$
Vice-président (Maximum annuel autorisé : 2 415\$)	0 \$
Cadres (3 personnes)	190 \$

Allocation de séjour (allocation mensuel de 1 225 \$)

Titre	2017-2018
Pierre Baril, Président (fin de mandat le 18 novembre 2017)	9 310 \$
Philippe Bourke, Président (début de mandat le 20 novembre 2017)	5 349 \$
Louis-Gilles Francoeur, Vice-président (fin de mandat le 18 nov. 2017)	9 310 \$
Anne-Marie Parent, Membre (fin de mandat le 14 avril 2017)	572 \$

Frais de déplacement, de repas et de voyage (pour l'ensemble du personnel)⁽¹⁾

Titre	2017-2018 Selon les données au 28 février 2018
Remboursement de frais de voyage (Repas, indemnités forfaitaires, peut inclure occasionnellement des frais d'hébergement et de transport)	16 609 \$
Hébergement	20 747 \$
Transport (Inclut frais de transport en avion nolisé – 23 438 \$ et en avion commercial – 3 597 \$)	35 920 \$

1. Ces frais sont à 92 % imputables aux déplacements liés à la mission du BAPE soit pour les mandats de période d'information et de consultation du dossier par le public, les mandats d'enquête et d'audience publique, les mandats d'enquête avec médiation ou les mandats de consultation publique.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2017-2018. Indiquer :

- a) le lieu ;
- b) le coût ;
- c) la ou les dates de participation ;
- d) le nombre de participants ;
- e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité ;
- f) le nom de la formation ou de l'activité.

Entreprise (personne qui a offert l'activité)	Activité	Lieu	Date	Nombre de participants	Coût	Frais de déplacement
Association des biologistes du Québec (ABQ)	42 ^e Congrès annuel de l'Association des biologistes du Québec « Évolution du fleuve Saint-Laurent : En marche vers une gestion intégrée et participative »	Trois-Rivières	2017-11-23 et 2017-11-24	1	198 \$	138 \$
Association Québécoise pour l'évaluation d'impact (AQEI)	Webinaire : Test climat, quels sont les paramètres envisageables?	Québec	2017-06-21	4	35 \$	
Association Québécoise pour l'évaluation d'impact (AQEI)	Webinaire : Règlements découlant du PL 102 : état de situation	Québec	2018-01-18	9	45 \$	
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE)	Journée de formation - Nouveau membre	Québec	2017-04-18	2		402 \$

Entreprise (personne qui a offert l'activité)	Activité	Lieu	Date	Nombre de participants	Coût	Frais de déplacement
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE)	Séance d'information du projet Rivière Lorette	Québec	2017-12-05	1		21 \$
Centre de leadership et de développement des compétences - CSPQ	Groupe interministériel de codéveloppement en gestion 2017-2018	Québec	2017-10-30	1	175 \$	
Centre Microbur	Atelier de correction	Québec	2017-12-05	1	395 \$	
Centre national de la recherche scientifique	L'usage de la diplomatie scientifique : regards croisés France-Québec	Montréal	2017-10-17	1		87 \$
Commission scolaire de la Capitale	Programme préparation à la retraite CARRA	Québec	2017-04-20 et 2017-04-21 ; 2017-11-30 et 2017-12-01 ; 2018-03-15 et 2018-03-16	3	850 \$	28 \$
Coop Roue-Libre	Atelier - Vélo mécanique	Québec	2017-06-05	7	67 \$	
Corridor appalachien et Comité multipartite	Colloque sur l'écologie routière et l'adaptation aux changements climatiques	Québec	2017-10-23 au 2017-10-25	1	435 \$	13 \$
Alliance Ariane	Forum ARIANE 2018 - Savoir où on s'en va	Québec	2018-02-20	1	79 \$	
Institut du Nouveau Monde	Collaborer avec l'ennemi : Comment travailler sur des défis complexes avec une diversité d'autres acteurs	Montréal	2018-01-31 et 2018-02-01	1	50 \$	121 \$

Entreprise (personne qui a offert l'activité)	Activité	Lieu	Date	Nombre de participants	Coût	Frais de déplacement
International Association for Impact Assessment	37 ^e conférence annuelle de l'international Association for Impact Assessment Contribution de l'évaluation environnementale aux efforts mondiaux en matière de lutte contre le changement climatique (inscription voir exercice 2016-2017)	Montréal	2017-04-04 au 2017-04-07	5		2 040 \$
Olivier Riffon	Développement durable dans les municipalités québécoises	Québec	2017-09-21	9	1 150 \$	
ProContact	Salon informatique ProContact 2017	Québec	2017-09-27	3		59 \$
Regroupement de Réseaux en Santé des Personnes au Travail (RRSPT)	Viser une présence et une performance optimales au travail	Québec	2017-10-03	2	700 \$	
Université du Québec à Rimouski	Atelier - Mieux intégrer les impacts sociaux dans l'évaluation environnementale : expériences internationales et outils appliqués	Québec	2017-04-03 et 2017-04-04	2	87 \$	
Université Laval	Économie de la communication	Québec	2017-01-01 au 2017-04-30	1	302 \$	
Université Laval	Atténuation des changements climatiques : perspectives économiques et politiques	Québec	2017-01-01 au 2017-04-30	1	302 \$	
Université Laval	Calcul intégral et probabilités	Québec	2017-01-01 au 2017-04-30	1	301 \$	
Université Laval	Colloque - Santé et qualité de vie au travail	Québec	2017-05-11	2	310 \$	

Entreprise (personne qui a offert l'activité)	Activité	Lieu	Date	Nombre de participants	Coût	Frais de déplacement
Université Laval	Colloque 2017 - La recherche en hydrologie au Québec : Gestion et évolution du risque hydrologique	Québec	2017-05-15 et 2017-05-16	2	280 \$	
Université Laval	Comptabilité générale	Québec	2017-06-01 au 2017-08-31	1	274 \$	
Université Laval	Collecte d'information et traitement des statistiques sociales Principes et méthodes d'analyse démographiques	Québec	2017-09-01 au 2017-12-31	1	478 \$	
Université Laval	Psychologie de la communication	Québec	2017-09-01 au 2017-12-31	1	313 \$	
Université Laval	Qualité et métriques du logiciel	Québec	2017-09-01 au 2017-12-31	1	309 \$	
Université Laval	Colloque - La protection de l'environnement par le droit : qui agit?	Québec	2017-10-19	1	90 \$	
Votepour.ca	Forum « L'acceptabilité sociale : Développer vos perspectives »	Québec	2018-03-13	3	420 \$	6 \$
TOTAL					7 645 \$	2 915 \$

QUESTION PARTICULIÈRE N° 3
2^E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Sommes dépensées en 2017-2018 (et prévisions pour 2018-2019) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Exercice 2017-2018
selon le bilan annuel en ressources informationnelles (BARI) - 2017-2018
(selon les données préliminaires au 5 avril 2018)

Type	Coût total \$	Acquisition de biens ⁽¹⁾ \$	Services internes ⁽²⁾ \$	Services CSPQ \$	Services externes \$
Matériel	14 987	14 987			
Logiciels	29 716	29 716			
Autres biens capitalisés (portables, serveur, matériel pour la webdiffusion, etc...)	39 221	39 221			
Télécommunication et téléphonie	22 768			18 138	4 630
Services	22 822		15 000	350	7 472
Total - Fonctionnement et immobilisation	129 514	83 924	15 000	18 488	12 102
Rémunération personnel en TI	204 923				
Total	334 437	83 924	15 000	18 488	12 102

(1) Le total des biens capitalisables est de 39 221\$ en 2017-2018

(2) Entente de services de soutien informatique convenu entre le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement et notre ministère portefeuille, le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC).

QUESTION PARTICULIÈRE N° 4
2^E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2017-2018, en indiquant pour chacun :

- a) son mandat ;**
 - b) la liste des membres ;**
 - c) le budget dépensé ;**
 - d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres ;**
 - e) les résultats atteints.**
-

Se référer à la réponse 13 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère et dans chaque organisme qui en relève en 2017-2018 et comparaison avec les cinq années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.

BAPE	2012-2013		2013-2014		2014-2015		2015-2016		2016-2017		2017-2018	
	Nb d'occ.	%	Nb d'occ.	%	Nb d'occ.	%	Nb d'occ.	%	Nb d'occ.	%	Nb d'occ.	%
Occasionnels ⁽¹⁾	8	18	8	18	8	17	11	22	10	21	2	5
Occasionnels nommés réguliers ⁽²⁾	1	12	2	25	0	0	2	18	6	60	1	33

1. Le pourcentage d'employés occasionnels = Nombre d'occasionnels / Nombre d'occasionnels + Nombre de réguliers (nombre maximal durant l'année excluant les membres)
2. Le pourcentage d'entre eux qui ont été nommés réguliers = Nombre d'occasionnels nommés réguliers / Nombre d'occasionnels total durant l'année

QUESTION PARTICULIÈRE N° 6
2^E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Copie et détail de toute demande de réduction, de consolidation, d'optimisation des ressources et de moyens ou de compressions de dépenses, reçue par le ministère ou l'organisme qui en relève en 2017-2018. Fournir l'ensemble des échanges, correspondances ou autres à ce sujet.

Fournir également la ventilation de toutes les compressions financières réalisées et à venir du ministère et des organismes qui en relèvent dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour chacune des années financières 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour tous les ministères et organismes.

**QUESTION PARTICULIÈRE N°7
2^E GROUPE D'OPPOSITION**

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste et copie de tous les sondages effectués par le ministère et par chaque organisme qui en relève en 2017-2018, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.

Le BAPE n'a effectué aucun sondage en ayant recours à des firmes externes en 2017-2018.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 8
2^E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Nombre total d'avis, juridiques et autres, commandés en 2017-2018 par le ministère ou le cabinet du ministre ainsi que par chaque organisme qui en relève. Fournir la liste complète en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception.

Les avis juridiques demandés par le BAPE sont protégés par le secret professionnel en vertu de l'article 9 de la Charte des droits et libertés.

Pour ce qui est des autres avis, veuillez-vous référer à la réponse de la question 7 des renseignements généraux.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2017-2018. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

NOM DU CONTRACTANT	DOCUMENTS TRADUITS	COÛTS
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Traduction du français vers l'anglais des <i>Règles de procédures du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement</i> ainsi que l'avis de <i>Projet de règlement</i> .	1 308 \$

TRADUCTION SIMULTANÉE

Le BAPE a une entente de services avec le Centre de services partagés du Québec (CSPQ) qui lui confie l'organisation logistique et technique des séances publiques d'audience tenues par le BAPE. À ce titre, le CSPQ est responsable de fournir les services de traduction simultanée (interprètes) lorsque requis.

DESCRIPTION	COÛTS
Aucune traduction simultanée ou service d'interprètes n'a été requis au cours de l'exercice 2017-2018	0 \$

QUESTION PARTICULIÈRE N° 10
2^E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et les travaux réalisés en 2017-2018.

Aucun mandat donné à la SQI pour l'exercice 2017-2018.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 11
2^E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2017-2018 :

- a) la liste de tous les concours et tirages réalisés ;**
 - b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix ;**
 - c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours ;**
 - D) la liste des concours qui ont pris fin.**
-

Aucun concours et tirage réalisé par le BAPE.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 12
2^E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2017-2018 :

- a) le nom de toutes les campagnes ;**
 - b) les coûts de ces campagnes ;**
 - c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ;**
 - d) les dates de diffusion de la campagne ;**
 - e) les objectifs visés par chaque campagne.**
-

Aucune campagne de publicité et de sensibilisation réalisée par le BAPE.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 14
2^E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2017-2018 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques ;**
 - b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques ;**
 - c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes ;**
 - d) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2017-2018 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées ;**
 - E) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2017-2018 au sein du cabinet du ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.**
-

- a) Le BAPE compte 6 personnes dont les tâches comportent en partie de s'occuper des relations de presse pour tous les mandats confiés par le Ministre.
- b) Le BAPE n'a aucune dépense spécifique de fonctionnement pour la direction des communications. Les montants dépensés sont directement imputés aux mandats.
- c) Aucune rencontre tenue en dehors des tâches reliées aux mandats confiés par le Ministre.
- d) Le BAPE n'a aucune somme investie en fonctionnement pour la veille médiatique. Seuls les salaires du personnel, dont les tâches comportent en partie de réaliser une veille médiatique, y seraient imputables. Cette donnée n'est toutefois pas disponible.
- e) Ne s'applique pas au BAPE.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 15
2^E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le nombre d'ETC affectés et les coûts reliés à la préparation de l'exercice d'étude des crédits budgétaires (incluant les réponses aux questions et les présences en commission parlementaire).

L'information permettant de répondre à cette question n'est pas disponible.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 18
2^E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des consultations menées par le ministère et les organismes auprès des communautés autochtones en 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018. Indiquer :

- a) l'objet des consultations ;**
 - b) le moyen utilisé ;**
 - c) les dates de rencontres ;**
 - d) les communautés et les personnes consultées ;**
 - e) les résultats des consultations ;**
 - f) les montants afférents.**
-

Se référer à la réponse 14 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.